

MARS 2022  
n°314

## SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

**La piètre éducation  
financière des fran-  
çais : un réel handicap  
pour notre économie**

Page 4 :

**Panorama des  
marchés financiers et  
chiffres clés**

### LA PIETRE EDUCATION FINANCIERE DES FRANÇAIS : UN REEL HANDICAP POUR NOTRE ECONOMIE

**L**e niveau de culture financière des Français est faible comme le démontre l'enquête sur l'éducation financière du grand public menée en 2021 par la Banque de France, l'Education Economique Budgétaire et Financière (EDUCFI) et l'institut de sondage CSA. A une question aussi simple que « supposons que vous déposiez 100 € sur un compte d'épargne sans frais offrant un taux d'intérêt garanti de 2 % par an. Combien y aura-t-il sur ce compte à la fin de la première année une fois les intérêts crédités ? », il est troublant de constater que seulement 53 % des français aient répondu 102 € !

Cette moyenne de 53 % cache de grandes disparités selon le sexe, l'âge et le niveau des diplômes. Ainsi 63 % des hommes ont donné la bonne réponse contre 45 % pour les femmes. La tranche d'âge des 55 - 65 ans est la plus performante avec 65 % de bonne réponse contre 36 % pour celle des 18 - 24 ans. Moins d'un tiers des non-diplômés a réussi à trouver le bon chiffre contre plus des deux tiers pour les personnes ayant un niveau supérieur au bac.

Cette lacune française n'est pas nouvelle puisqu'en 2011 le taux de réussite était de 51 % comme l'atteste l'étude du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC) diligentée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et l'Institut pour l'Education Financière du Public (IEFP). **Il est donc à signaler qu'en 10 ans, le niveau ne s'est guère amélioré !**

Dans une enquête similaire menée par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), 76 % des Irlandais, 64 % des Allemands et 62 % des Anglais ont indiqué le bon résultat prouvant que le niveau des Français est médiocre.

Une étude conduite par l'assureur ALLIANZ auprès de 1 000 personnes en France, Allemagne, Autriche, Italie, Suisse, Espagne et États-Unis portant sur « les expériences en matière de revenus, de consommation, d'épargne et d'investissement, de connaissances financières et de culture du risque pendant la période du COVID -19 » corrobore ces conclusions peu flatteuses pour les Français.

Cette étude s'est attachée à mesurer le degré de connaissances des particuliers en matière d'économie et de finance. Les personnes interrogées ont dû répondre à 4 questions ayant pour objectif de mesurer leurs compétences financières en faisant appel à du calcul, des notions d'intérêts, des notions de comptabilité et d'inflation.

L'étude conclut à un faible niveau de culture financière globale puisque seules 28,5 % des personnes interrogées ont répondu correctement aux quatre questions. Les Français récoltent le bonnet d'âne avec un score de bonnes réponses limité à 19,2 %. Un niveau loin derrière celui des autres pays qui ont tous enregistré au moins 30 % de bonnes réponses à l'exception de l'Espagne (22,1 %) et des USA (25 %).

Cette étude comprend également deux questions liées au risque : une sur les probabilités de résultats et une sur la diversification des risques. Le niveau en termes d'appréhension du risque est globalement faible puisque seuls 27,6 % de l'ensemble des personnes interrogées ont répondu correctement aux deux questions. En France le score fixé à 26 % se trouve en-deçà de la moyenne. Cependant, le rapport ne peut pas démontrer l'hypothèse selon laquelle la tolérance au risque est déterminée par le niveau de connaissances de chacun dans la mesure où une forte aversion au risque a pu être constatée aussi bien chez les personnes ayant une bonne culture du risque que chez les autres. Le niveau en moyenne plus élevé d'aversion au risque constaté chez les femmes indique que d'autres facteurs non quantifiables dans l'étude, tels que la personnalité ou les attentes en matière de rôle social, entrent en ligne de compte.

L'étude s'alarme sur l'écart considérable existant entre la culture financière des hommes et celle des femmes tout en rappelant que celle-ci est acquise par l'expérience car rarement enseignée à l'école. Dans tous les pays, l'écart entre les sexes est important (de 7,7 points aux États-Unis à plus de 20 points en Italie). La France arrive dernière du classement affichant un niveau particulièrement bas puisque seules 11,5% des Françaises ont répondu correctement aux 4 questions contre 28% pour les Autrichiennes et 24% pour les Italiennes.

**Ce défaut de connaissances sur les sujets de l'épargne se révèle être néfaste tant pour les épargnants que pour notre économie puisqu'il aboutit à une mauvaise appréciation des risques et des rendements attendus.**

En effet, l'étude d'Allianz souligne que les épargnants qui disposent d'une culture financière moindre sont les plus enclins à sélectionner les produits les moins rentables ou, à l'inverse, à se ruer sur les supports les plus risqués tels que les cryptomonnaies. Ce manque de connaissances empêche les épargnants de placer leurs économies de façon pertinente et peut même les exposer plus facilement à des arnaques financières.

Une étude Voices de juin 2018, commanditée par AXA, illustre les inepties comportementales liées au manque de culture financière des Français. **Ce sondage fait, en effet, ressortir que 75 % des Français préfèrent ne rien gagner que de risquer de perdre !** Ceci explique en grande partie la composition du patrimoine des Français qui se scinde entre des actifs immobiliers (résidence principale incluse) à hauteur de 60 % et des produits garantis (livrets d'épargne et assurance vie en fonds euro) à hauteur de 30 %. Les placements non garantis tels que les actions et les assurances vie en unités de compte sont limités à la portion congrue avec moins de 10 % !

Sachant que l'un des objectifs prioritaires des personnes interrogées demeure la préparation de la retraite, il est affligeant de constater que les Français se contentent de supports garantis en vue de satisfaire un objectif de long terme. Autre paradoxe, le rendement visé par 70 % des sondés ressort à 5 % l'an ce qui est incompatible avec l'allocation retenue ! Cela n'est toutefois pas surprenant puisque, comme l'illustre l'enquête de la Banque de France, le taux du livret A n'est connu que par 1 épargnant sur 3, les Français n'ont donc pas conscience que leur épargne est rémunérée au taux de 1 % par an.

L'enquête de la Banque de France révèle également que les épargnants ont tendance à ignorer les effets de l'inflation sur leur épargne. Les Français appréhendent l'inflation comme ayant un impact sur le coût de la vie et donc sur leur budget mais pas sur leur épargne.

**Autrement dit, la notion de taux réels demeure inconnue de la grande majorité des Français.** Il s'agit pourtant d'une notion essentielle qu'il convient de maîtriser pour éviter de s'appauvrir. Avec une inflation à 3 % et un livret A à 1 %, 1 000 € euros placés ne valent plus que 980 euros au bout d'un an, soit une perte nette de 2 % de pouvoir d'achat. Autrement dit, en dépit de la sensation d'avoir placé son épargne et engrangé des intérêts, le capital s'est finalement déprécié rendant impossible l'achat d'une même quantité de biens qu'un an auparavant. **Pour chaque placement, il faut donc prendre le taux nominal et y soustraire le niveau d'inflation pour aboutir au taux réel.**

Il est indéniable que l'environnement de taux réels négatifs va perdurer de nombreuses années puisque l'inflation demeurera supérieure au taux d'intérêt. **Dans un tel contexte, ne rien faire conduit inévitablement à enregistrer une perte certaine du fait de l'inflation.** Donc, même si vous faites partie des 75 % des Français qui préfèrent ne pas placer leur épargne de peur de subir des pertes, vous devez agir.

Pour maintenir votre pouvoir d'achat et participer au financement de l'économie réelle, vous devez faire fructifier votre épargne en ayant à l'esprit la stratégie suivante :

- Limiter le montant de l'épargne bancaire (livrets d'épargne et toute forme d'épargne disponible à tout moment) à 3 voire 6 mois de salaires. En effet, un tel montant s'avère amplement suffisant pour faire face à des imprévus ou des besoins ponctuels (épargne de précaution).
- Favoriser l'épargne productive, c'est-à-dire celle qui est investie dans l'économie réelle.

Par définition l'économie réelle englobe l'activité productive de biens et de services. Cela fait référence aux achats de produits et services effectués par l'être humain dans le but de satisfaire ses besoins quotidiens et concrétiser ses projets. Elle a donc un impact concret sur le chiffre d'affaires des entreprises puisque les biens et les services produits sont destinés à être consommés. L'argent est alors réel car il permet d'acheter des marchandises et de payer les salaires.

**Investir l'ensemble de ses économies sur des livrets est une ineptie car cela aboutit à un appauvrissement à la fois de l'épargnant mais aussi de l'économie française.**

Inciter les Français à investir leur épargne dans l'économie réelle et ainsi participer au développement et au financement des entreprises semble être une réelle gageure ! Toutefois, tout espoir n'est pas perdu car il existe des solutions, et ce, quel que soit le niveau de risque souhaité.

Si vous êtes désireux de concilier sécurité, rentabilité, tout en participant au financement de l'économie et au développement des infrastructures sans être exposé au risque des actions, investir sur un support tel que **GF Infrastructures Durables** est la solution. Ce fonds, géré par Generali Finance, est basé sur le financement des infrastructures (ferroviaire, fibre, réseaux de chaleur, solutions de chauffage, éolien). Cette thématique répond à des enjeux de développement durable et nécessite d'importants besoins de financement. Décorrélé des marchés financiers, ce fonds offre une protection contre l'inflation et la cyclicité économique. Il génère des rendements stables et apporte une visibilité à long terme pour les investisseurs. En clair, pour un risque légèrement supérieur au fonds euro, ce fonds vise un **rendement de 3 % à 5 % l'an avec peu de volatilité**. Bien que s'agissant d'une solution axée sur des programmes de financement à long terme, Generali offre une **liquidité immédiate**. Le triptyque magique qui a fait le succès du fonds euro, en proposant liquidité, sécurité et rentabilité, se trouve de nouveau réuni avec **GF Infrastructures Durables** avec en prime une protection contre l'inflation et des investissements productifs dans l'économie réelle. **La performance 2021 est ressortie à 6,30 %**.

Si vous acceptez un niveau de risque supérieur, le fonds **Idinvest Private Value Europe 3** est une excellente solution au regard de son couple risque / rendement très attractif. Ce fonds, géré par Eurazeo, l'un des leaders du financement de la croissance des PME et des ETI européennes avec plus de 27 milliards d'euros d'actifs sous gestion, possède une grande expertise tant dans la dette privée que dans la gestion secondaire des actions non cotées. **Idinvest Private Value Europe 3** investit systématiquement en co-investissements avec des fonds institutionnels ce qui permet de bénéficier de programmes d'investissement strictement identiques à ceux réservés aux institutionnels et ce dans les mêmes conditions financières. Cela génère non seulement une très forte diversification avec une exposition sur plus de 250 entreprises mais également l'accès à des entreprises valorisées jusqu'à un milliard d'euros. La stratégie retenue allie sécurité et performance avec 60 % en dette privée et 40 % en actions au secondaire. Les acquisitions au secondaire apportent diversification et visibilité ainsi qu'une accélération du rendement en raison de la décote d'acquisition. Ce véhicule, composé d'actifs non cotés, bénéficie d'une très grande souplesse puisque ses règles de fonctionnement sont très proches des supports investissant dans les titres cotés. En effet, les souscriptions sont possibles à tout moment et la **durée de blocage est très courte puisque les retraits seront possibles chaque trimestre à compter de septembre 2022. La performance 2021 est ressortie à 7,10 % et se trouve parfaitement en ligne avec l'objectif de rendement annuel moyen fixé entre 6 % à 7 %**.

Si vous recherchez des rendements supérieurs et, par conséquent, acceptez un degré de risque plus élevé, le fonds **Lumyna Private Equity World** est à privilégier dans votre allocation d'actifs. Ce fonds est issu de la collaboration de Lumyna Investment (18 milliards de dollars d'actifs sous gestion) et Adams Street Partners (51 milliards de dollars d'actifs sous gestion). La gestion du fonds est confiée à Adams Street Partners. Cette société est spécialisée dans les investissements dans les entreprises non cotées depuis plus de 40 ans et a été le premier acteur à lancer un fonds de fonds de Private Equity dès 1979. Adams Street Partners dispose d'un excellent réseau local lui permettant d'accéder aux opportunités à fort potentiel de croissance dans le monde entier. **Lumyna Private Equity World** a pour objet de financer l'économie réelle au travers de sociétés non cotées dans les secteurs de la technologie (IA, Big data, fintechs, cybersécurité), de la santé et des nouveaux comportements des consommateurs. Pour une diversification optimale, ce fonds adopte une combinaison de cinq stratégies d'investissements différentes (capital développement, dette privée, co-investissement, marchés primaires et secondaires) réparties à travers le monde et dans différentes devises. Bien que **la performance 2021 soit ressortie à 20,11 %, le rendement moyen visé est de 8 % par an. La liquidité de Lumyna Private Equity est remarquable pour un fonds de cette nature puisqu'elle est bimensuelle. Cette disponibilité quasi-immédiate des capitaux est une véritable révolution dans l'univers du Private Equity**.

Si vous acceptez une durée de blocage, l'offre en fonds de Private Equity devient nettement plus fournie. Vous pouvez notamment investir dans des secteurs robustes tels que **l'immobilier sans être soumis à l'impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) et viser des rendements attractifs**. Le **FCPR Entrepreneurs & Immobilier** en est un parfait exemple. Il investit dans des opérations de promotions immobilières et de marchands de biens, avec **un objectif de rendement de 6 % l'an et une récupération des capitaux possible au-delà de 36 mois** de détention. Il en est de même pour le **FCPR Inter Immo** qui est axé sur le financement de sociétés issues de la promotion immobilière, des opérations de marchands de biens et d'immobilier géré. Il vise un **rendement de 7 % avec en prime une exonération des plus-values en raison d'une détention supérieure à 5 ans**. Les plus audacieux pourront se tourner vers des fonds plus dynamiques avec des **rendements escomptés supérieurs à 15 % en contrepartie d'une immobilisation des capitaux d'au moins 8 ans**.

En conclusion, faute d'un niveau suffisant de connaissances financières et économiques, les épargnants français ont tendance à plébisciter l'épargne sans risque au détriment de l'investissement dans l'économie réelle. Ce mode opératoire est regrettable car il ne participe pas au soutien des entreprises et de notre économie. De plus, dans un environnement de taux réels négatifs, un tel comportement ne permet pas de protéger son épargne au regard de l'inflation ce qui risque de provoquer des désillusions à terme. Il existe pourtant des solutions simples permettant de se prémunir de l'inflation tout en participant au financement, à la compétitivité des entreprises et donc à la création d'emploi. Il est temps de redonner du sens à vos décisions d'investissement !

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 28 février 2022

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	6 658,83	-4,86%	-6,91%	27,06%	37,05%
PARIS (CAC 40 GR)	18 973,97	-4,86%	-6,80%	37,50%	58,10%
PARIS (CAC Mid&Small)	14 710,22	-1,65%	-5,19%	16,33%	21,43%
PARIS (CAC All-Tradable)	5 061,42	-4,57%	-6,98%	24,06%	33,43%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 924,23	-6,00%	-8,71%	18,98%	18,21%
NEW YORK (Dow Jones)	33 892,60	-3,53%	-6,73%	30,78%	62,85%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	13 751,40	-3,43%	-12,10%	82,56%	136,06%
FRANCFORT (Dax Xetra)	14 461,02	-6,53%	-8,96%	25,58%	22,19%
LONDRES (FTSE 100)	7 458,25	-0,08%	1,00%	5,42%	2,68%
TOKYO (Nikkei 225)	26 526,82	-1,76%	-7,87%	24,04%	38,75%
MONDE (Msci World) en Euros	267,01	-2,89%	-6,37%	40,55%	48,56%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,56%	-0,38%	0,09%	0,60%	0,93%
ETATS-UNIS	0,08%	1,46%	1,89%	1,96%	2,37%
ROYAUME-UNI	0,55%	1,20%	1,27%	1,41%	1,72%
JAPON	-0,09%	-0,04%	0,00%	0,17%	0,64%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	54 990 €	6,02%	6,28%	45,59%	44,82%
NAPOLEON	338,90 €	7,62%	9,71%	49,43%	51,63%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1272	1,10%	-0,45%	-0,88%	6,17%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8398	0,90%	0,13%	-1,72%	-1,73%
EURO / 100 YENS	¥ 130,78	1,88%	0,38%	3,65%	10,14%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0443	0,61%	0,95%	-8,29%	-1,85%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 28 février 2022

PRODUIT INTERIEUR BRUT 4 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 2021	2 481,59 milliards d'euros
DEFICIT PUBLIC 2020	211,5 milliards d'euros soit 8,8 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 3 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 2021	2 834,3 milliards d'euros soit 116,3 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,70 % au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2021
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,20 % en décembre 2021
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 1,50 % en janvier 2022
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 428 euros par mois à compter du 01/01/2022
SMIC (BRUT)	10,57 € au 01/01/2022 soit 1 603,12 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 3,60 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 3,46 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,61 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	7,40 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Référéncée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier et courtier d'assurance.

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152) - MMA IARD 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9